

ce côté-ci, j'avais déjà parlé d'irrigation et d'un projet visant le bras sud de la rivière Saskatchewan. Nous approuvons donc pleinement les négociations entreprises en vue d'un accord définitif et équitable avec le gouvernement de la Saskatchewan, ainsi que la mise à exécution de ce barrage le plus tôt possible.

On nous dit qu'il faut diversifier notre agriculture et que des cultivateurs devraient abandonner la culture du blé. Il se peut que j'en aie plus à dire là-dessus dans un instant, mais je tiens à souligner maintenant que l'irrigation est peut-être un moyen de réduire les emblavures et de consacrer ces nouvelles terres à quelque autre produit agricole.

Notre parti accueille également avec satisfaction les allusions du discours du trône à l'agriculture. Nous trouvons nous aussi que le revenu agricole est très insuffisant. Nous trouvons également que nos cultivateurs ont besoin d'une part convenable du revenu national. Nous allons même jusqu'à dire que la part du revenu national que devraient toucher les cultivateurs devrait être basée sur un système de parité qui leur permette de recevoir pour leurs produits un revenu comparable à ce qu'ils doivent déboursier pour produire leurs récoltes et pour vivre parmi nous. Il y a longtemps que nous soutenons cette thèse en cette enceinte, et il est encourageant de constater que le gouvernement se dispose à faire quelques pas dans le sens de la stabilisation des prix agricoles, même s'il ne va pas aussi loin que nous irions, nous, vers l'établissement de prix de parité. Je tiens à ajouter que nous appuierons cette mesure progressiste.

Naturellement, il y a longtemps que nous préconisons les versements anticipés sur les céréales entreposées dans les fermes. Je n'ai aucune illusion, nous avons aucune illusion, car nous savons que cette mesure n'est que temporaire. Elle ne peut qu'atténuer le mal. Les avances aideront le cultivateur au début des ventes de la campagne annuelle, mais elles ne constituent pas une solution aux problèmes agricoles, bien qu'elles apportent un heureux soulagement. La solution ne peut résider que dans une augmentation des ventes, une augmentation des exportations et une augmentation des revenus. Ces augmentations ne sont pas encore en vue, malgré la pénurie alimentaire qui s'aggrave sans cesse dans le monde. Les organismes internationaux signalent l'existence d'une pénurie continue et croissante d'aliments. Le problème mondial n'est pas la surproduction, mais sûrement la sous-consommation. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture le reconnaît, il s'agit d'un problème mondial de sous-consommation.

Diminuer la production du blé au profit de l'élevage des bovins et des porcs ou d'autres formes de denrées, ainsi que le propose le ministre du Commerce (M. Churchill), m'apparaît une mesure désespérée. En fin de compte, cela n'équivaudrait qu'à déplacer le fardeau des excédents. Nous devrions proposer et appuyer des mesures tendant à étendre la consommation sur le plan international.

Je laisse de côté ces considérations, car je désire proposer un amendement, dont j'ai ici le texte. Si la Chambre le veut bien, je reviendrai sur cet amendement quand nous reprendrons le débat demain. Je propose, appuyé par l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse: Cette Chambre accueille favorablement les mesures annoncées dans le discours du trône et demande qu'elles soient soumises au Parlement le plus tôt possible, afin que la population du Canada puisse profiter immédiatement des avantages qui en découlent. Nous alléguons respectueusement, cependant, que, de l'avis de la Chambre, les conseillers de Votre Majesté devraient étudier immédiatement l'opportunité de prendre des mesures pour combattre la menace de l'inflation et le chômage rapidement croissant et pour résoudre les autres graves problèmes actuels. Nous engageons le Gouvernement à appliquer immédiatement les programmes économiques et sociaux nécessaires à la solution de ces problèmes.

Il est clair qu'à notre avis,—je reviendrai là-dessus un peu plus tard,—la planification est nécessaire sur les plans national, social et économique. Cela signifie, évidemment, qu'un certain contrôle public doit s'exercer sur notre économie et qu'une direction officielle doit lui être imprimée. Je sais que des députés des divers partis se sont parfois élevés contre l'idée de planification nationale, mais je suis convaincu qu'à moins d'en venir là, les problèmes à long terme qui se posent aujourd'hui ne peuvent être ni abordés, comme il se doit, ni résolus.

J'aimerais déclarer qu'il est six heures, monsieur l'Orateur.

(Sur la motion de M. Coldwell, la suite du débat est renvoyé à une séance ultérieure.)

TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. M. Green: Monsieur l'Orateur, nous nous proposons de demander, demain, des crédits provisoires, dont la nécessité a été expliquée hier par le ministre des Finances. Puis, lorsqu'on aura adopté cette proposition, si toutefois on l'adopte, nous poursuivrons le débat de l'Adresse en réponse au discours du trône. Afin de ne pas perdre le temps dont nous disposons entre onze heures et une heure, il faut adopter cet après-midi